

La religion juive, cause régulière du tragique « destin juif » a vaincu le désir initial du sionisme supposé l'en libérer. L'esprit de cette religion a emporté ceux qui cherchaient à lui échapper vers la tragédie d'aujourd'hui. Les pères fondateurs du sionisme savaient pertinemment que la religion était à l'origine des tribulations juives dans la Diaspora. Cependant, ils ont sous-estimé le potentiel nuisible de « cette foi agonisante d'un autre âge » selon les mots du philosophe et journaliste Ahad haAm¹⁶. En effet, le Vieux Monde, avec ses préjugés et ses superstitions, sert de tuteur aux fondations de l'État sioniste. Les contemporains de mon grand-père l'ont fait venir dans leurs bagages. Ils l'ont fait débarquer sur cette nouvelle terre qu'ils croyaient terre de promesses et de nouveaux débuts. Une fois arrivé, le Vieux Monde s'est plus que réincarné ; il a grandi en force, menaçant leurs descendants.

« *Ce Vieux Monde, nous le réduisons à rien* » chantait tous les jours Hashomer hatzair (« La Jeune Garde ») sur l'air de l'Internationale. Shaul Tchernichovsky, le poète si apprécié prédisait, lui, plein d'optimisme euphorique que l'esprit de l'homme était destiné à « *briser les chaînes qui le lient à l'irrationnel* ». Quelle déception ! Ces chaînes si bien préservées nous servent aujourd'hui de menottes.

Les immigrants venus d'Europe de l'Est il y a cent ans auraient pu construire l'État dont ils rêvaient si seulement ils s'étaient organisés en une société véritablement démocratique et moderne. Or, ils ont préféré adhérer à l'idée de cette vision messianique, à savoir de rédimier seulement les gens au groupe sanguin soi-disant identique.

La société dite laïque dans laquelle j'ai grandi ne s'est jamais réellement séparée du passé religieux traditionnel de ses initiateurs. Quelques années après la *Shoa*, les fondateurs de l'État, affligés par la perte de la moitié du peuple juif, ont cherché à attacher fortement entre eux tous les survivants avec la seule « colle » qu'ils connaissaient.

La religion a toujours été le seul élément fédérateur pour la soi-disant autodétermination juive. Code sans aucune pertinence fonctionnelle, elle est devenue valide pour déterminer la « nationalité israélienne ». Il n'est donc pas étonnant qu'elle domine les structures politiques de l'État d'Israël. Certes, cette volonté d'accorder aux Juifs la discrimination

positive semblait bien légitime à la fin des années 1940 ; la peine était si forte. Cependant, la combinaison d'une idéologie séparatiste religieuse avec de fortes capacités militaires a engendré une réalité politique aux principes inacceptables. Les fondateurs de la supposée « Nouvelle Société » se sont laissés charmer par les sirènes du passé ancestral. Ils se sont enchaînés à un modèle dont le sionisme était censé les libérer.

La religion juive ne constitue pas simplement un monopole de croyances. Elle est le seul critère valide pour les définitions d'identité nationale et d'État.¹⁷ Au détriment de l'État juif, elle porte en elle un système de fonctionnement qui est antinomique de la notion d'État. Le judaïsme orthodoxe est parfaitement programmé pour préserver une minorité religieuse qui manque de souveraineté territoriale. Cet ensemble de normes est totalement inadapté (et jusqu'à récemment non intéressé) à la direction d'un système étatique. En effet, l'orthodoxie juive fait de grands efforts pour empêcher quiconque de rejoindre ses rangs à moins qu'il ne désire adopter complètement la foi juive.

Avec son système de portes tournantes, la traditionnelle société juive ne peut certes pas s'opposer à ce que ses membres lui tournent le dos. En revanche, elle peut éviter que les étrangers s'y rallient. L'État juif a pleinement adopté les principes de la religion juive. Par conséquent, l'État d'Israël est devenu une entité politique dénuée de toute capacité à fonctionner intérieurement pour l'intérêt commun de ses résidents. L'État n'acceptera jamais les non-Juifs comme des citoyens égaux en droits. Donc, elle frappe d'ostracisme les Juifs qui s'opposent à cette flagrante discrimination. L'État est donc bancal, agissant d'une manière autodestructrice. Les citoyens appartenant à la caste identifiée avec la religion d'État – les privilégiés – vivent dans la constante anxiété d'être mis en minorité. Aussi, se conduisent-ils vis-à-vis des autres en conséquence.

* *

Il n'existe qu'un seul État juif dans le monde. On serait bien sans cœur de lui refuser « le droit à l'existence ». Pourtant, ce n'est pas un hasard si le judaïsme est tellement solitaire et exclusif.

17. En octobre 2013, la Cour suprême a statué à la suite d'une requête citoyenne qu'il n'existe pas en Israël de « nation israélienne » et que les citoyens continueront à être répertoriés selon leur origine ethnique et leur religion. Alain Gresh, « Juifs et pas Israéliens », *Le Monde diplomatique*, 04/10/2013.

16. Ahad haAm (Asher Ginsberg) dans un article pionnier « Nous faisons fausse route », publié pour la première fois dans *Hamelitz* en 1889.

La majorité juive en Israël n'a donc en commun que la religion¹⁸ qui engendre imbroglie idéologique, civique et théologique en dépit du bon sens. Des millions d'Israéliens y sont piégés et ils n'osent pas s'en départir. Ils n'osent même pas envisager le moindre désengagement des aspects les moins pratiques de la tradition juive. Pourquoi les Israéliens majoritairement non religieux ne cherchent-ils pas à s'atteler à cette tâche : remettre en cause les piétres définitions de l'identité nationale dictées par notre religion ? Est-ce aveuglement ou paresse de leur part ? La droite et la gauche en Israël font cause commune avec zèle pour « préserver la majorité juive » dans l'État. Cependant, elles diffèrent sur les moyens à utiliser. La gauche éclairée souhaite soustraire les Juifs des zones majoritairement peuplées par les non-Juifs, alors que la droite nationaliste espère expulser les non-Juifs des territoires qu'elle convoite.

Les Israéliens et les Juifs à l'étranger sont toujours sur le qui-vive lorsque le concept d'État juif est attaqué. Aussi s'engagent-ils avec acharnement contre tout débat sur sa durabilité et sa légitimité. La vie quotidienne en Israël, faite de pressions, fureur et désespoir, ne laisse guère le temps au citoyen lambda et à ses admirateurs pour s'interroger sur ce qui caractérise la « majorité juive » si fondamentale à la survie du concept tant adulé d'État juif. Les mêmes difficiles circonstances prévalent pour l'autre question : quelle est cette « identité nationale » qu'ils défendent âprement ? En effet, il est habituel ailleurs dans le monde que la langue, le mode de vie, les enjeux sociaux et économiques et même la culture locale soient le creuset d'intégration. Il n'en est rien pour la société israélienne. Ces critères ne suffisent pas à incorporer les non-Juifs dans la nationalité juive dominante. Car nous sommes une communauté aspirant à une séparation totale sur la base de la religion.

C'est le défaut fondamental dont souffre le sionisme et il n'est pas corrigible. Vu que le courant orthodoxe est le seul reconnu par l'État, les Juifs n'essaient même pas (à la différence des autres sociétés coloniales) de devenir une majorité sur les terres qu'ils occupent en proposant aux autochtones de se joindre à eux ! Par conséquent, ils sont condamnés à devenir une minorité entre la Méditerranée et le Jourdain. Si le pays était divisé en deux États, (ce qui n'est pas sur le point de se faire, disent les plus honnêtes), les Juifs pourraient garder leur majorité pour encore plusieurs dizaines d'années. Néanmoins, comme ils insistent à

accorder un statut légal différent aux non-Juifs, ils n'en finiront pas de persécuter ces minorités grossissantes en leur sein. Celles-ci, constamment frustrées car considérées comme citoyens de deuxième voire de troisième classe, ne manqueront pas d'exprimer leur colère par la violence.

Avoir décrété la religion comme critère de l'identité nationale a effectivement torpillé la moindre chance de créer une véritable nouvelle nation à la manière dont les autres peuples de migrants ont fleuri dans le Nouveau et l'Ancien Monde. La société « israélienne », que ses fondateurs pensaient réaliser dans les premières années de l'État, s'effondre peu à peu, malmenée par les principes anachroniques que ses membres ont unanimement adoptés.

Les citoyens juifs de l'État d'Israël sont tiraillés par une flagrante contradiction. D'un côté, ils désirent une vie agréable dans la paix. De l'autre, ils se résignent complètement à subir une politique dictée par la religion. La droite comme la gauche et même une partie de ce qui est connu comme la « gauche radicale » accepte la prépondérance de la religion sur l'État malgré le tort fait aux intérêts de la majorité des citoyens. Dans les années deux mille, cette contradiction a atteint une curieuse apogée lorsqu'a émergé un puissant nouveau mouvement « laïc » qui s'en prenait aux privilèges religieux. Son fondateur et dirigeant était le très charismatique Yosef (Tommy) Lapid, suivi après sa mort par son fils, Yaïr Lapid, le présentateur de télévision qui l'emporte sur son père en termes de popularité. Ce dernier a été nommé ministre des Finances en 2013 après avoir obtenu un score fantastique aux élections. Ce parti a gagné l'enthousiasme d'une frange importante de l'électorat en voulant s'opposer à l'exemption d'armée accordée aux ultra-orthodoxes et aux larges allocations attribuées aux ménages et aux institutions éducatives de ce même secteur religieux. Pourtant, malgré toute cette opposition, le parti approuvait encore le principe national-religieux du sionisme. Le père comme le fils, à l'instar de leurs nombreux électeurs, n'envisagent même pas une séparation de l'Église et de l'État.¹⁹

L'occupation des Territoires palestiniens de Gaza et de la Cisjordanie avec son lot constant d'abus et de persécutions de la population cons-

19. Aux élections de 2015, le parti a fait un plus petit score. Lapid n'a obtenu que la moitié des votes qu'il avait comptabilisés en 2013. Néanmoins, il reste important aux yeux des élites israéliennes. Pour son deuxième mandat, il consacre ses efforts à améliorer ses relations avec les hommes politiques religieux.

18. Voir Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, éd. Fayard, Paris, 2008.

titue un puissant dérivatif au syndrome de la nationalité israélienne. La prolifération de groupes douteux qui enfreignent la loi et l'effondrement de l'État de droit reflètent le même malaise. Il faut bien s'y attendre lorsque la norme place une idéologie ou une religion au-dessus des droits de l'homme ou des libertés civiles. Il semble difficile de maintenir une société moderne sur le long terme sans un système légal qui se comporterait « sans préjudice et sans traitement de faveur ».

Le judaïsme n'est ni plus mauvais ni plus fanatique qu'une autre religion. Toutes les religions sont fautives d'une manière ou d'une autre lorsqu'elles possèdent le pouvoir politique sur une communauté. Cependant, le judaïsme, tout innocent et responsable soit-il, peut causer des tragédies politiques de manière plus efficace que les autres religions.

Notre religion est un système complexe qui tend principalement à préserver l'unicité et le séparatisme d'une communauté choisie et lettrée. Cette communauté a soi-disant pour sublime mission de préserver la justice pieuse et la moralité. En pratique, chaque journée de la vie juive est agencée par un énorme codex de règles et d'ordonnances dont le but est d'empêcher ou du moins de minimiser le contact entre les « Enfants de la Foi » et tous les non-Juifs. Un uniforme spécial, de strictes règles alimentaires, de nombreux rituels, des fêtes uniques et la marque imposée avec soin sur les organes génitaux masculins nous désignent comme un peuple à part et assurent que nous resterons toujours une minorité, que nous resterons toujours entre nous.

Ce désir de constituer une société ethno-religieuse homogène n'est pas un trait particulier aux Israéliens. La plupart des groupes nationaux tendent à rejeter les étrangers. Pendant de nombreuses générations, les Juifs ont été les victimes malheureuses d'un tel rejet si bien qu'ils ont perfectionné les moyens de lutter contre cette situation. De génération en génération, une tradition s'est transmise qui mettait les règles religieuses au centre de la vie de chacun. Cependant, sous la poussée de leur environnement, les communautés juives ont fini par adopter les caractéristiques, les usages et les rituels des peuples parmi lesquels ils vivaient. Aussi, lorsqu'un nouveau mouvement politique a entrepris de réunir les Juifs de diverses communautés, il est vite apparu que cette notion d'homogénéité ethnique était une chimère. Une religion identique n'induit pas nécessairement une cohésion communautaire.

Les premiers sionistes, venant de Russie, de Roumanie, de Pologne et d'Ukraine, charriaient avec eux dans cette vieille-nouvelle patrie un

ancien langage particulier et une riche tradition. Malheureusement, cette tradition comportait un élément fondamental : se préserver comme club fermé.

Depuis le premier jour de l'implantation sioniste, les autochtones du « Nouveau Pays » et leurs enfants sont censés souscrire au statut de citoyen de seconde classe attribué par les nouveaux arrivants. Cette attitude des sionistes a atteint un tel paroxysme qu'à la déclaration de l'État juif en 1948, des centaines de milliers de ces autochtones ont perdu définitivement leurs maisons et sont devenus des réfugiés permanents.

En miroir de la *Nakba*, la catastrophe pour les Arabes palestiniens, s'est produit un autre transfert de population sensiblement moins horrible. En effet, les nouvelles institutions de l'État d'Israël ont entrepris de transférer un grand nombre de citoyens originaires des pays arabes vers le territoire du jeune État récemment créé. Ils étaient tous juifs de religion. Ce transfert avait pour mission de renforcer la fragile majorité juive à l'intérieur des nouvelles frontières élargies.

Voici maintenant un autre aspect problématique du syndrome juif israélien après cette ardeur à maintenir une « majorité juive ». Les élites vieillissantes d'Israël ont encore la nostalgie du modèle traditionnel de l'Europe de l'Est. Bien qu'ils soient originaires de petites villes de là-bas, les vieux Israéliens (en d'autres termes, les Juifs ashkénazes) sont convaincus qu'ils appartiennent à « l'Ouest libéral ». Comme les Arabes du pays sont stigmatisés pour leur « culture islamique et non libérale », les Juifs originaires des pays arabes sont aussi assimilés à cette population indésirable. Certes, on les a courtisés pour qu'ils rejoignent le projet sioniste mais une fois arrivés, on les a dévisagés avec anxiété. Voici bien une preuve que le concept essentiellement religieux de « juif israélien » est des plus problématiques.

Les Juifs arabes sont arrivés dans le nouveau pays avec une langue et des traditions culturelles dont la similarité avec celles des Arabes natifs du pays, expulsés tout récemment, était troublante jusqu'à l'embarras. Aussi, a-t-on tenu à leur égard un double langage et ce, pendant plusieurs décennies. D'un côté, les immigrants d'Europe de l'Est les ont accueillis car ils les reconnaissaient membres de cette nationalité juive privilégiée et par conséquent supérieurs aux Arabes locaux. D'un autre côté, ils les ont méprisés ouvertement en les considérant comme culturellement inférieurs et en les nommant de manière condescendante

« le Second Israël ». On les a donc méprisés pour leurs manières arabes et on les a confinés dans la pauvreté et l'ignorance.

Après soixante-dix ans d'existence, les nombreux écarts sociaux et conflits d'intérêts donnent le vertige. Autour de nous, pendant ce temps, le monde change. Les lignes de partage sur le plan racial, religieux et national s'estompent dans des combats plus ou moins violents. Israël, cependant, insiste sans aucune honte à privilégier une seule fraction de ses citoyens et n'hésite pas à recourir à la force militaire pour imposer ce choix. Par cette politique, l'État ne fait que s'assurer un statut de paria dans le grand village global.

* *

En avril 1948, mon grand-père Shmouel, avec prudence, ne formula aucune critique quand ma mère décida de choisir pour mari un non-ashkénaze, mais il avança une raison peu crédible pour ne pas assister au mariage. Le mariage de mes parents fut étiqueté « mariage mixte ». Si ma mère avait, à cette époque, épousé un « authentique » Arabe, mon grand-père aurait, selon la coutume juive, pris le deuil de sa fille.

Avec le temps, il a appris à aimer sincèrement son gendre. Alors que nous lui disions au revoir à l'hospice de Raanana, il demanda à ma mère de transmettre ses amitiés à « Moshé ». Il n'a jamais pu accepter que tout le monde appelât mon papa « Moussa », la version arabe du nom Moïse.

Les « démons ethniques » qui ont secoué Israël pendant des années semblent encore exister. Toutefois, de nombreux Israéliens comme moi, ayant des parents des deux bords, ne souscrivent pas au « désaccord ethnique » qui, avec le temps, finira par se tasser.

Les Juifs ashkénazes ont appris à dissimuler et certains ont réellement dépassé leur dégoût pour l'atmosphère arabe et moyen-orientale. Des expressions arabes idiomatiques sont entrées dans l'argot israélien. Des plats délicieux moyen-orientaux et même la musique arabe au quart de ton, si vivement décriée dans les années cinquante et soixante sont maintenant de bon goût dans des cercles sociaux élégants. Cependant, la majorité des Juifs originaires des pays arabes et leurs descendants apportent leur soutien politique aux partis qui insistent à rejeter les Arabes toujours plus en les dépossédant et en les discriminant. Voici encore une conséquence du syndrome de la conception religieuse de l'État.

* *

« *Nous sommes une villa dans la jungle* ». Voici une expression très appréciée en Israël qui a été forgée par l'ex-Premier ministre, ex-général et très souvent ministre de la Défense, Ehoud Barak que l'on considère comme appartenant à la gauche israélienne défaite. Cette phrase exprime un consensus national en même temps qu'elle illustre à merveille une illusion israélienne doublement erronée. Dans la réalité, Israël ne ressemble en rien à une belle « villa » élégante, mais beaucoup plus à un conglomérat urbain éclectique avec un désordre mêlé de splendeur et d'ordures. Quant à la « jungle », elle existe partout à travers le pays que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur, mais elle n'a rien à voir avec nos « ennemis » vaincus, toujours méchamment décriés.

Vu que les énergies nationales se sont enrôlées avec tant de force pour préserver ce pays de tout élément non juif, le monde israélien s'est condamné lui-même à exister en tant que séminaire religieux à sélection raciale, le *kollel*, prisonnier d'une foi peu avenante qui exaspère son environnement. Je me demande souvent : pourquoi les Israéliens se plaignent-ils régulièrement des « mauvais voisins » qui leur sont échus après être venus s'installer dans ce pays ? En effet, le projet sioniste aurait-il été plus accepté si les Juifs avaient décidé de s'implanter dans la pacifique Scandinavie et s'ils avaient déclaré aux Finlandais ou aux Norvégiens qu'ils constituent une menace démographique ?

Pendant les soixante dernières années, les juristes israéliens, les universitaires, les fonctionnaires de l'État, tous laïcs, ne se sont pas épargné les acrobaties verbales pour justifier la désignation contradictoire en elle-même d'État « juif et démocratique ».

Aujourd'hui, le fin vernis démocratique utilisé pour masquer le caractère fondamentalement religieux de notre État se fissure. Tandis que le monde que l'on dit civilisé panique régulièrement devant la montée des fanatismes religieux et leurs aspects belliqueux, il ferme les yeux depuis de nombreuses années sur le fanatisme religieux qui caractérise l'État d'Israël, « le fer de lance de la civilisation occidentale », comme se plaisaient à dire les amoureux d'Israël.

Israël est l'un des deux États créés au xx^e siècle avec une intention officielle de constituer une entité politique religieusement homogène. Le deuxième est le Pakistan qui souffre encore aujourd'hui de ce même genre de cadre étatique.

Seule une séparation totale entre la religion et l'État peut mettre fin à la frénésie messianique actuelle qui entraîne « l'État juif » dans des abîmes encore plus dangereux. La solidarité juive israélienne, si souvent proclamée, est une illusion inventée car fondée sur un concept extrêmement sujet à controverse. Elle n'a en fait qu'un seul but : s'assurer que les non-Juifs soient en dehors de ce que l'on insiste à nommer le groupe « national ».

De même, la seule solution à long terme pour que la communauté juive survive en Israël est que l'État soit à la hauteur de son identité à nationalités multiples déjà existante de fait. Un régime politique libre adhérant à des principes démocratiques est le seul capable de garantir à ce pays une existence paisible. La poursuite de l'arrangement existant assure la continuité des affrontements actuels.

Seul un État vraiment laïc et démocratique peut englober l'extraordinaire variété ethnique et culturelle des Juifs, des Palestiniens et des autres qui ne sont ni l'un ni l'autre et leur permettre ainsi de coexister et de se développer. L'obsession israélienne avec la « sécurité », le culte obligé de la puissance militaire de l'État n'a qu'une seule réalité : la forme actuelle de gouvernement faite de principes religieux n'est acceptée voire même imposée qu'en ayant recours à la force.

Domage que les Juifs israéliens considèrent qu'évoluer vers un État « laïc et démocratique » constitue une ignoble conspiration « pour éliminer le Foyer national juif ». Mais c'est à cause du défaut fondamental du sionisme. Le Foyer national juif s'embrace tous les jours car il s'est construit en forme de piège à feu.

* *

Heureusement, la nature humaine l'emporte sur la plus rigide des structures politiques. Pendant les dernières décennies du xx^e siècle, des empires plus importants que le nôtre se sont effondrés comme des châteaux de cartes car les nouvelles générations refusaient de souscrire à plus de tyrannie et de violence au nom des idéaux auxquels croyaient leurs ancêtres. Ici comme ailleurs, on aime la vie. Les différentes populations résidant dans les zones contrôlées par l'État d'Israël sont capables de secouer les règles du jeu incorrectes de ce code juridique inefficace car empêtré dans des contradictions internes.

Il suffit d'ouvrir la fenêtre pour voir que le village global nous a rejoints et qu'il est florissant.

Je me souviens que, dans les chaleurs de l'été israélien, les seules taches de couleur dans nos jardins publics étaient celles de ce laurier-rose local vénéneux. Consommant peu d'eau, bien adapté au piètre terrain sableux, il dominait les jardins avec ses fleurs simples blanches et rose pâle.

Aujourd'hui, le bord des routes foisonne de délicats bougainvilliers aux couleurs hawaïennes grâce à un système d'arrosage économique. Aux abords de nos maisons résidentielles à plusieurs étages, les couleurs vives de l'Extrême-Orient sont bien représentées avec le flamboyant bleu, le callistemon, le flamboyant *delonix regia*, l'hibiscus, la bauhinia pourpre et le lilas de Perse mêlés à d'élégants palmiers du désert. Au printemps, nous verrons surgir les acacias jaunes luxuriants et les flammes pourpres du cercis. Son nom en hébreu est *Klil haChoresch* (« Perfections des bois ») mais en anglais il est vicieusement surnommé « le Sang de Judas ».

Le paysage humain dans les quartiers de Tel-Aviv est tout aussi stupéfiant. Des gens du Ghana et du Nigéria font le ménage pour des femmes dont les parents sont nés en Hongrie ou au Maroc. D'autres travailleurs domestiques viennent de Colombie et du Guatemala. Des hommes et des femmes originaires des Philippines prennent soin de vieillards ou de jeunes enfants car les parents sont trop occupés. Des journalistes thaïlandais qui ont fui le dur travail dans les villages du sud d'Israël tondent les pelouses. Ils avaient un temps remplacé les Palestiniens que l'on n'engage plus par crainte. Dans les quartiers résidentiels du nord de la ville, tous les pharmaciens, la plupart des caissiers, sont des Palestiniens nés Israéliens. Il en va de même dans les hôpitaux, le personnel appartient à cette nouvelle classe moyenne dont les aspirations sont les mêmes, que ce soit à Ramallah ou à Tel-Aviv.

Dans la petite aire de jeu près de notre appartement, des grands-mères russes orthodoxes surveillent leurs blonds petits-enfants tandis que de jeunes Israéliennes à la beauté ethnique indéfinissable montrent leur agilité à la balançoire. Des maçons chinois et roumains marchent en silence jusqu'à la station de bus après avoir terminé une dure journée de travail dans un site de construction à proximité. Des étudiants éthiopiens reviennent de l'université de Tel-Aviv. Les journaux rapportent que parmi les Juifs éthiopiens règnent des relations discriminatoires. Apparemment, certains sont perçus plus noirs que d'autres. Peut-être que dans vingt ans ce ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

Les écarts sociaux se creusent. Il n'y a pas de logement public. La santé et l'éducation déclinent alors que le militaire se gonfle d'orgueil et que le riche prospère de plus en plus. Cependant, pour beaucoup de populations à travers le monde, Tel-Aviv offre une option plus enviable que leurs lieux de naissance. Les réfugiés et les immigrants arrivent ici pleins d'espoir, prêts à de durs labeurs exactement comme mon grand-père Shmouel et mon grand-père David ont débarqué à Jaffa, sans un sou, il y a de nombreuses années. Les enfants de ces nouveaux travailleurs portent les couleurs rouge du Poel Tel-Aviv ou jaune de son rival Maccabi. Ils devraient être considérés israéliens exactement comme je le suis moi-même sans qu'ils soient traqués par la police car jugés indésirables. Des sociétés de migrants sont venues en Palestine depuis des siècles. N'est-ce pas pour cette raison que Jaffa fut nommée *Oum el Gharib*, « la mère des étrangers » ? Au lieu de concentrer toutes nos énergies à repousser à l'extérieur les nouveaux arrivants, il est temps de considérer comment les accueillir, comme il est temps aussi de faire revenir ceux qui ont quitté leur pays il y a des décennies et qui languissent après leurs maisons.

Sans changement de la situation existante, les nouvelles communautés qui se créent peu à peu à travers le pays finiront par se battre pour des droits civils d'une manière semblable à celle choisie par des Palestiniens en colère qui sont aujourd'hui piégés derrière le mur et des fils barbelés. Des soldats israéliens désorientés – qu'ils soient juifs, druzes, bédouins et certains russes chrétiens – s'assurent que seuls ceux qui sont officiellement reconnus comme juifs puissent librement circuler sur des routes d'asphalte spécialement construites pour eux sur d'anciens champs d'oliviers.

Le sionisme avait pour but – c'est du moins ce que l'on m'a enseigné – de créer une communauté stable et productrice fondée sur des principes économiques et sociaux en opposition à la manière de vivre imposée aux communautés juives par le monde. Pendant de nombreuses années, j'ai été affligée de réaliser combien « ma génération » a glissé et le pays avec elle vers des traditions vouées à l'échec que le sionisme était censé éradiquer. Cela m'a pris plus de temps pour comprendre que cette volonté de couper avec le passé n'existait même pas à l'époque des pionniers qu'étaient mes grands-parents, cette avant-garde de Russes ukrainiens.

Dans les chapitres suivants, on essaiera de comprendre pourquoi et comment des millions de personnes nullement impressionnées par un

enseignement divin ont permis que des règles illogiques d'une religion non réformée entraînent le pays au bord d'une faillite morale voire physique. Sommes-nous en face du meilleur des lavages de cerveaux ou cet endoctrinement commence-t-il ailleurs, dans d'autres parties du corps ?